



PRÉFET DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
L'ÉPANDAGE DES BOUES DE LA STATION DES EAUX USÉES - COMMUNE DE SAINT
OUEN DE MIMBRE
COMMUNE DE SAINT OUEN DE MIMBRE

DOSSIER N° 72-2018-00181

Le préfet de la SARTHE
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Sarthe amont, approuvé le 16 Décembre 2011 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 25 Juillet 2018, présenté par le Syndicat de LA BELLE ETOILE représenté par Monsieur le Président , enregistré sous le n° 72-2018-00181 et relatif à : l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de FRESNAY SUR SARTHE ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SYNDICAT DE LA BELLE ETOILE
2 Place Bassum
72130 FRESNAY SUR SARTHE**

concernant : l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de SAINT OUEN EN DE MIMBRE

dont la réalisation est prévue dans les communes de : ASSE-LE-BOISNE, SAINT-AUBIN-DE-LOCQUENAY, SAINT-GERMAIN-SUR-SARTHE, SAINT-OUEN-DE-MIMBRE, SAINT-VICTEUR

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant : 1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D) Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Déclaration	08/01/98

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 25 Septembre 2018, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de : ASSE-LE-BOISNE, FRESNAY SUR SARTHE, SAINT-AUBIN-DE-LOCQUENAY, SAINT-GERMAIN-SUR-SARTHE, SAINT-OUEN-DE-MIMBRE, SAINT-VICTEUR où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission locale de l'Eau du SAGE de la Sarthe amont pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie des communes ASSE-LE-BOISNE, FRESNAY SUR SARTHE, SAINT-AUBIN-DE-LOCQUENAY, SAINT-GERMAIN-SUR-SARTHE, SAINT-OUEN-DE-MIMBRE, SAINT-VICTEUR par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LE MANS, le 7 Aout 2018

**Pour le Préfet de la SARTHE
Pour le Directeur Départemental des Territoires
Le chef du service eau-environnement**

LUC BARSKY



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Nom : Syndicat de la Belle Etoile - plan épandage des boues de la station de St Ouen de Mimbres

Code SANDRE : 0472305S0004

Station en service depuis 2013

ANNEXE TECHNIQUE AU RECEPISSE n° 72-2018-00181

Situation du 21/11/2018

Objet : plan d'épandage de la station de traitement des eaux usées

Bassin : Loire-Bretagne

Région PAYS DE LA
: LOIRE

Département SARTHE

Agglomération : Syndicat de la Belle Etoile

Service Police de DDT 72
l'Eau :

Description

Commune d'implantation	Coordonnées géographiques
St Ouen de Mimbres	X = 480913 - Y = 6802430

Maître d'ouvrage : Syndicat de la Belle Etoile (Public)

Capacité de la station

Charge maximale en entrée : (en 2016)	2262 EH	Capacité nominale :	4583 EH
Débit entrant relevé (en 2016):	Qm: 440/ m ³ /j	Débit de référence :	780 m ³ /j

Filières de traitement :

Boue activée + lits plantés

La filière principale de valorisation est la valorisation agricole.

Destination des boues : valorisation agricole

Déclaration rubrique : 2.1.3.0

Production estimée pour la définition du plan d'épandage : 71 tMS soit 3420 kg Ntot

Surface agricole utile (SAU) concernée : 278,29 ha

Dosage brut : 8 T/ha

Exploitations intégrées au plan d'épandage : nom /commune siège de l'exploitation /SAU totale de l'exploitation/SMD /surface apte :

- COLLET Jean Michel / SAU : 136 ha / SMD 64,42 ha / apte : 60,81 ha

Pression N/P (kg/ha de SAU) : 162/52

- GAEC de ROSEM / SAU : 145 ha / SMD 62,09 ha / apte : 55,58ha

Pression N/P (kg/ha de SAU) : 176/47

- HERVE Emmanuel / SAU : 59 ha / SMD 33,02 ha / apte : 26,22ha

Pression N/P (kg/ha de SAU) : 166/98

- GAEC COSSON / SAU : 228 ha / SMD 118,76 ha / apte : 98,73ha

Pression N/P (kg/ha de SAU) : 254/82

Communes concernées par l'épandage (42 îlots): ASSE LE BOISNE, SAINT AUBIN DE LOCQUENAY, SAINT GERMAIN SUR SARTHE, SAINT OUEN DE MIMBRE, SAINT VICTEUR

Se référer au dossier de déclaration établie par : SAUR -juillet 2018



PRÉFET DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Président du
SYNDICAT DE LA BELLE ETOILE
2 Place Bassum
72130 FRESNAY SUR SARTHE

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :
Morgan TROTTIER

Mèl : morgan.trottier@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 80

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de SAINT OUEN EN BELIN
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :72-2018-00181

Le Mans, le 29 Novembre 2018

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de SAINT OUEN DE MIMBRE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 07 Août 2018, j'ai l'honneur de vous confirmer que je donne mon accord sur votre déclaration dont vous trouverez ci-joint les principales données techniques. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier. **Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 21 Juillet 2015, je vous rappelle que la transmission dématérialisée des données relatives aux plans et campagnes d'épandage doit être obligatoirement effectuée via l'application SILLAGE (dépôt des données sur verseau ou saisie directe dans l'application).

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la (ou des) commune(s) : ASSE LE BOISNE, FRESNAY SUR SARTHE, SAINT AUBIN DE LOCQUENAY, SAINT GERMAIN SUR SARTHE, SAINT OUEN DE MIMBRE, SAINT VICTEUR pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE Sarthe Amont pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Enfin je vous rappelle, qu'en application de l'article R 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires
Le chef du service eau-environnement



LUC BARSKY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.